

État en transition : blocs de pouvoir et « point de bifurcation »¹

Álvaro García Linera²

Le processus dans lequel la Bolivie est engagée depuis 2005 a tous les attributs d'une transition d'État. Celle-ci ne se fait cependant pas sans heurts. Si l'ascension du nouveau bloc de pouvoir « populaire-indigène » s'est traduite par une restructuration du pouvoir économique et une hégémonie au niveau des idées, le basculement définitif du rapport de force politique – ou « point de bifurcation » – ne s'est pas encore produit.

Comment envisager l'État en transition ? Comment envisager l'État dans les moments où sa forme sociale devient incertaine ou, si l'on préfère, lorsqu'une nouvelle structure d'État est en voie de construction ? Ce que nous appelons « l'État » est d'abord une relation, ou plutôt une structure d'interrelations politiques territorialisées. Cette « relation-État » est toujours un processus historique en construction, en mouvement. Il y a des moments dans son histoire où ce devenir évolue dans un cadre de procédures, de hiérarchies et d'habitudes relativement prévisibles et délimitées. Ce sont les moments de « stabilité » de la « relation-État ». Mais lorsque les hiérarchies, les procédures et les habitudes de cette « relation-État » perdent leur ancrage structurel, nous sommes face à un moment de « transition » d'une structure de relations politiques de domination et

1. Article paru dans *La potencia plebeya* (anthologie de textes d'Álvaro García Linera présentée par Pablo Stefanoni), Buenos Aires, Clacso, 2008, sous le titre : « El Estado en transición – Bloque de poder y punto de bifurcación ».

2. Mathématicien et sociologue, vice-président de la Bolivie depuis 2006 et l'avènement à la présidence d'Evo Morales.

de légitimation à une autre structure, c'est-à-dire à une autre forme de « relation-État ».

« Relation-État » et « État en transition »

Le concept de « relation-État » peut être envisagé au départ de trois axes analytiques : l'État comme rapport politique entre forces sociales, l'État comme institution et l'État comme idée ou croyance collective généralisée. Il faut donc considérer l'État d'une part, comme un rapport de force politique entre blocs et classes sociales dotés d'une capacité d'influence plus ou moins grande sur la mise en œuvre des décisions gouvernementales – soit comme la construction d'une coalition politique dominante –, d'autre part, comme une machinerie au sein de laquelle se matérialisent ces décisions, normes, règles, bureaucraties, présupposés, hiérarchies, habitudes bureaucratiques – soit comme une « construction institutionnelle ». Ces deux premières composantes font référence à l'État comme relation matérielle de *domination et direction politiques*.

Mais il faut aussi concevoir l'État comme une idée collective, comme le sens commun d'une époque qui garantit le consentement moral entre gouvernants et gouvernés. Cette troisième composante renvoie à l'État comme *relation de légitimation politique* ou, dans les termes de Pierre Bourdieu, comme *monopole du pouvoir symbolique* (Bourdieu, 1987). Ce qui fait de la « relation-État » une relation paradoxale. D'une part, il n'y a rien de plus matériel, physique et administrativement politique qu'un État (monopole de la coercition et de l'administration des impôts), mais en même temps, son fonctionnement ne dépend de rien autant que de la croyance collective en la nécessité (moment conscient) ou l'inévitabilité (moment pré-réflexif) de son fonctionnement.

De la même manière, dans l'administration interne de la machinerie, l'État se présente comme la totalité la plus idéaliste de l'action politique, car c'est le seul endroit du champ politique où l'idée devient matière avec un effet social général. En d'autres termes, c'est le seul endroit du champ politique où toute décision pensée, assumée et écrite par les gouvernants devient immédiatement matière d'État, à travers des documents, des rapports, des mémorandums, des ressources financières, des exécutions pratiques, etc. C'est pourquoi l'on peut dire que l'État est la perpétuation et la condensation constante de la contradiction entre la matérialité et l'idéalité de l'action politique. Cette contradiction peut être partiellement résolue

par la conversion de l'idéalité en moment de la matérialité (la légitimité comme garantie de la domination politique) et de la matérialité en moment du déploiement de l'idéalité (les décisions de gouvernement qui deviennent des actions de gouvernement avec des effets sociaux généraux).

Les caractéristiques de ces trois composantes structurelles de la « relation-État » permettent d'approcher certains éléments de l'*État en transition*, moment de révolution politique des sociétés. Les textes de Robespierre sont révélateurs de ces moments de transformation. De même que ceux de Marx sur la révolution européenne de 1848-1850 et la Commune de Paris de 1871, ou encore ceux de Lénine de la période 1918-1920, ainsi que ceux de Zavaleta lorsqu'il étudie la Révolution de 1952.

En ce qui concerne les études de l'État comme *continuité et reproduction*, de nombreux enseignements peuvent être tirés de la sociologie de l'État. Les recherches sur les processus de monopolisation de la coercition légitime et des impôts, de construction des systèmes légaux et judiciaires, sur le rôle du système scolaire comme reproducteur des rapports de domination, sont des axes d'étude des périodes longues de régularité et de reproduction de l'État.

Durant notre courte expérience au sein du gouvernement, nous avons pu visualiser d'autres éléments de la régularité et de la reproduction de la relation de domination d'État : les choix d'investissement public, le rôle de la Banque centrale et du contrôle des flux monétaires et de l'investissement interne, les régimes de contractualisation d'ouvrages, de dettes. D'autant que l'activité de l'État en matière d'investissements publics est en plein développement. Dans l'ensemble, il s'agit de domaines qui peuvent être incorporés au bagage sociologique de l'étude de l'État en temps de stabilisation ou de stabilité comme relation de domination, comme rapport de forces et comme idée dominante de la société.

Ce qui nous importe, c'est que ces trois dimensions, dans les moments de changement de forme et de contenu social de l'État, subissent des transformations de profondeur et de rythme divers suivant l'étape de la crise de l'État que l'on traverse. Schématiquement, on peut poser que toute crise d'État passe par cinq étapes historiques :

a) *Le moment de « dévoilement de la crise d'État »*, qui est ce moment où le système politique et symbolique dominant, qui garantissait une certaine tolérance des dominants par les dominés,

voire un accompagnement moral de ceux-là par ceux-ci, se fissure partiellement, débouchant sur un bloc social politiquement dissident doté de capacité de mobilisation et d'expansion territoriale de cette dissidence devenue irréductible.

b) *Le « ballottage catastrophique »* commence quand cette dissidence se consolide comme projet politique national impossible à incorporer dans l'ordre et le discours dominants. Il y a non seulement présence d'une force politique dotée d'une capacité de mobilisation nationale qui arrive à disputer partiellement le contrôle territorial du bloc politique dominant, mais aussi l'existence d'une proposition de pouvoir (sous la forme d'un programme, d'un leadership et d'une organisation tendus vers le pouvoir d'État) capable de dédoubler l'imaginaire politique de la société en deux structures politico-étatiques différenciées et antagonistes.

c) *Le renouvellement ou la « substitution radicale des élites politiques »*, à travers la constitution gouvernementale d'un nouveau bloc politique qui assume la responsabilité de convertir les demandes contestataires en fait d'État au départ de l'État.

d) *La « construction, reconversion ou restitution conflictuelle »* d'un bloc de pouvoir économique-politico-symbolique à partir de l'État, en vue de concrétiser l'idéologie de la société mobilisée à travers les ressources matérielles de l'État.

e) *Le « point de bifurcation »* ou le fait politico-historique à partir duquel la crise d'État – le conflit politique générateur d'un désordre social croissant – est résolue à travers une série d'épreuves de forces qui débouchent soit sur la consolidation durable d'un nouveau système politique (rapport de force parlementaire, alliances et procédures de rechange du gouvernement), d'un nouveau bloc de pouvoir dominant (structure de propriété et contrôle de l'excédent) et d'un nouvel ordre symbolique du pouvoir d'État, soit sur la reconstitution de l'ancienne structure de pouvoir.

Transition bolivienne

Dans le cas de la Bolivie, la crise d'État s'est manifestée en 2000 avec la « guerre de l'eau », qui, en rejetant une politique de privatisation des ressources publiques, a permis de reconstituer les noyaux territoriaux d'un nouveau bloc national-populaire. Le ballottage catastrophique apparaît en 2003, quand à l'expansion territoriale de ce bloc social mobilisé s'est ajoutée la construction polymorphe, au

sein du leadership des mouvements sociaux, d'un programme de transformations structurelles. Le bloc social a dès lors été animé d'une volonté de pouvoir d'État.

La substitution des élites gouvernementales a eu lieu en janvier 2006, lors de l'élection du premier président indigène de l'histoire républicaine, dans un pays à majorité indigène. La construction du nouveau bloc de pouvoir économique et du nouvel ordre de redistribution des ressources est à l'œuvre depuis lors. Le point de bifurcation aurait été amorcé de manière graduelle et concentrique depuis l'approbation du nouveau texte constitutionnel par l'Assemblée constituante, et s'est « déployé » lors du référendum révocatoire d'août 2008, mais il est difficile d'établir de manière précise le moment final de sa pleine réalisation.

En tenant compte de cette périodisation, nous essaierons de mettre en évidence les caractéristiques de l'État en transition dans les deux dernières étapes – la construction du nouveau bloc de pouvoir économique et le point de bifurcation. Pour ce faire, une série de questions méritent d'être posées : quels sont les points nodaux de la structure d'État quand on considère l'État en temps de transition ? En d'autres termes : comment procéder à l'étude des mécanismes, des formes et des moyens de consécration et de légitimation durable d'un rapport de force politique ? Comment une structure de relations politiques différente de la précédente devient-elle stable ? Comment, pour utiliser un langage plus académique, un régime de pouvoir social se consolide-t-il matériellement et symboliquement ?

Il est clair que, dans les moments de stabilité politique et institutionnelle, les trois éléments que nous avons identifiés – l'État comme rapport de force, l'État comme machine et l'État comme idée – se définissent comme *stables*, car ils se meuvent dans un univers de prévisibilité et d'absence d'antagonisme radical et de rupture dans ses composantes internes. C'est pourquoi leur préservation, leur transformation et leur reconversion, qui sont aussi des flux de travail de pouvoir, sont, dans une certaine mesure, prévisibles à partir de certains paramètres du mouvement interne des idées dominantes, de la machinerie administrative et du rapport de force social.

Par contre, en temps de crise de l'État, il est clair que chacune de ces composantes (la machinerie, le rapport de force et l'idée ou l'imagination politique) présente des antagonismes récurrents, de l'instabilité et de l'incertitude stratégique quant à son fonctionnement. En d'autres termes, la forme quotidienne d'un État en transition est

l'incertitude durable de la vie politique, la plasticité conflictuelle et polarisée du sens commun collectif, l'imprévisibilité stratégique des hiérarchies et de la direction de la société. Des phénomènes qui renvoient à une situation de « crise d'État ». Aujourd'hui la Bolivie est, depuis bientôt neuf ans, un laboratoire vivant de ce moment historique précis de transformation accélérée et polarisée d'une *forme d'État* à une autre.

Un certain nombre de questions devraient nous aider à mieux cerner ce moment politique de crise d'État en voie de résolution probable.

Tout d'abord, quelle est la coalition sociale qui a conquis le pouvoir politique dans la société bolivienne à la suite des élections générales de 2005 ? Quelles sont ses différences en termes de classe sociale, de région et d'ethnie avec l'ancien bloc de pouvoir ? Quelles sont les caractéristiques, les mesures et les stratégies d'expansion de la nouvelle base matérielle qui soutiennent le nouveau bloc de pouvoir ?

Ensuite, quels sont les mécanismes actuels de stabilisation du pouvoir et de la direction politique de l'État ? Si, dans les moments de stabilité de la reproduction des rapports de domination, le régime judiciaire, le système scolaire, le congrès, les relations salariales, etc., sont les mécanismes décisionnels de la continuité du rapport entre forces sociales, dans les moments de crise d'État, quels sont les mécanismes de reproduction et d'élargissement du rapport de force qui émergent de l'insurrection sociale, de la mobilisation collective et des élections ?

Enfin, quelles sont les conditions de possibilité de l'apparition du moment historique que nous qualifierons de « *point de bifurcation d'État* » à partir duquel il est possible de parler d'un processus de stabilisation et d'autoreproduction du rapport de force et, donc, de la fin de la crise d'État ? Il est évident que la stabilisation stratégique du système d'État est un processus, mais il y a un moment, le *point de bifurcation politique*, à partir duquel se vérifie un processus de rétroalimentation durable du rapport de force, des idées-forces dominantes et de la machinerie administrative qui exprime le rapport de force. Ce qui veut dire que ce qu'il importe de mettre en évidence, ce sont les relations de l'État dans la construction de sa *forme historique*, et non tant dans sa reproduction et sa stabilisation.

Protagonistes de la crise d'État bolivienne

En ce qui concerne le premier point, celui de la coalition dominante qui exerce le pouvoir d'État, il est clair qu'on a assisté en Bolivie à un changement, en termes de classes sociales et d'identités ethniques et culturelles, des groupes qui contrôlent le gouvernement. Cela se vérifie dans l'origine sociale, la trajectoire professionnelle et éducative et la structure des capitaux (économiques, culturels et symboliques) des gouvernants actuels. Ce qui permet de parler non seulement d'une rénovation classique des élites du pouvoir de l'État, mais aussi plus fondamentalement d'un déplacement radical des élites du gouvernement et des classes sociales qui prennent les décisions politiques fondamentales, qui filtrent la sélection de l'administration bureaucratique et qui sont l'objet d'une plus grande proximité dans les politiques de redistribution de la richesse publique.

Cette modification des conditions de classe et d'origine ethnique de l'équipe au pouvoir a été si radicale que les ponts de communication qui permettaient traditionnellement des transitions gouvernementales plus négociées (mêmes collègues et universités des enfants de l'establishment, partage d'un même style de vie, alliances matrimoniales croisées, liens d'affaire, lieux de résidence géographiquement similaires) n'existent plus aujourd'hui, ce qui accentue les différences et les tensions entre le bloc politique ascendant et le bloc descendant. Cela explique dans une bonne mesure le degré de belligérance permanente de la société dans cette étape du gouvernement du président Evo Morales, car les espaces habituels d'assimilation des nouvelles élites émergentes et d'adaptation des anciennes, qui ont caractérisé les transitions d'État précédentes (1952-1957 ; 1982-1988), n'existent pas et ne sont d'ailleurs pas en voie de construction. La modification de la composition sociale et culturelle des secteurs dirigeants est abrupte, sans médiation ni compromis.

Quelles sont les caractéristiques du nouveau bloc dominant ? Il est clair que c'est la petite production marchande, tant agraire qu'urbaine, celle-là même qui composait la multitude mobilisée dans les grandes rébellions sociales semi-insurrectionnelles de 2000 à 2003, qui constitue sa base matérielle économique. Ce bloc dirigeant est composé de paysans indigènes ayant des liens réguliers avec le marché (dans le Chapare, les vallées du département de Cochabamba, les zones de colonisation de l'orient, les commu-

nautés de l'*Altiplano* dans les départements de La Paz, Oruro et Chuquisaca), d'indigènes paysans des terres basses et des *ayllus*³ andins. Mentionnons aussi les petits producteurs urbains et les secteurs d'activité marchande relativement avancés, parmi lesquels on peut relever la présence d'un type d'« entrepreneur d'origine populaire » qui se considère davantage comme un travailleur que comme un bourgeois et qui, sans avoir rien reçu de l'État pour arriver là où il est, alimente le marché interne et, dans une certaine mesure, les marchés étrangers.

Il faut également souligner l'existence d'une nouvelle intelligentsia urbaine dans ce premier cercle de décisions, un bloc de professionnels et d'intellectuels, produit de l'entrée des classes populaires dans le système universitaire depuis les années 1970, et qui, à la différence des intellectuels petit-bourgeois traditionnels des années 1960 qui ont penché pour la construction d'un parti de gauche, sont plus sensibles aux structures corporatives du syndicalisme urbain, du syndicalisme rural et des mouvements d'habitants. Parmi ceux-ci, une intelligentsia indigène lettrée s'est employée durant ces trente dernières années à construire un horizon utopique de type « indianiste ». Ce noyau a également attiré un certain nombre de personnalités, ainsi que des forces ouvrières antérieurement soumises aux politiques de précarisation du travail et un segment industriel traditionnel qui se voit aujourd'hui favorisé par les décisions gouvernementales qui promeuvent la consommation des produits nationaux.

L'ascension de ce bloc social s'accompagne du développement simultané de ce que l'on pourrait nommer une nouvelle bureaucratie d'État, qui est une espèce de synthèse entre les anciens fonctionnaires de l'État, du niveau intermédiaire, et les nouveaux fonctionnaires. Ces derniers possèdent un capital scolaire différent de celui de la bureaucratie traditionnelle et ont mobilisé des réseaux relationnels socialement et ethniquement différents pour accéder aux postes de l'administration.

Durant toute la période néolibérale, les niveaux intermédiaires de l'appareil d'État ont essentiellement recruté parmi les professionnels originaires des universités privées ou étrangères, formés dans

3. Dans le monde inca, l'*ayllu* est une communauté composée de plusieurs familles dont les membres considèrent avoir une origine commune (réelle ou fictive) : ils descendent d'un même ancêtre mythique et vivent dans un lieu particulier.

les domaines du commerce, du marketing, de la gestion d'entreprise, etc., qui ont accédé à l'État via l'activation de liens familiaux et partisans. La nouvelle bureaucratie, en revanche, provient des universités publiques, est de formation technique ou sociale, et s'est rapprochée de l'administration grâce aux relais syndicaux, qui « fil-trent » en quelque sorte l'accès à certains niveaux intermédiaires de la bureaucratie.

Dans ce sens, on peut dire que le nouveau bloc de pouvoir a créé trois mécanismes de participation à la direction de l'État, qui dans une certaine mesure sont complémentaires : d'abord à travers la présence directe des organisations sociales dans la définition des principales politiques publiques, qui sont formulées dans le cadre d'assemblées et de congrès et reprises ensuite par la présidence et le groupe majoritaire au Parlement pour servir de base à l'action gouvernementale ; ensuite à travers la présence directe de représentants des secteurs sociaux mobilisés à divers niveaux de l'appareil d'État (présidence, ministère, directions, Parlement, constituante) ; enfin, de manière plus indirecte, à travers la promotion de nouvelles conceptions – en phase avec les attentes et les besoins de ce bloc de producteurs – parmi les fonctionnaires publics.

Il y a donc de nouvelles classes sociales – identifiées politiquement à partir de nouvelles identités ethniques, culturelles et régionales – qui contrôlent les principaux mécanismes de décision publique et une rotation, ainsi qu'un élargissement, des élites administratives de l'État. L'importance de ce processus de recomposition sociale du bloc occupant le pouvoir d'État et les niveaux supérieurs de l'administration publique réside dans la distance sociale et culturelle énorme qui le sépare de l'ancien bloc au pouvoir. Ce qui se passe en Bolivie ne se réduit donc pas à une simple mutation des élites au pouvoir, il s'agit d'une modification de la composition de classe du pouvoir d'État. Modification dont la radicalité est directement proportionnelle à la distance de classe et, peut-être davantage encore, au fossé culturel entre les partants et les nouveaux arrivants.

Aujourd'hui, au niveau de leur vie quotidienne comme au niveau de leurs propositions politiques, le président Evo Morales, le Chancelier ou la présidente de l'Assemblée constituante n'ont absolument rien en commun avec les ex-présidents, ministres et groupes influents de l'ancien bloc de pouvoir. Cela explique peut-être le déficit de communication entre les deux blocs car, à la différence de ce qui se passait avant, quand, malgré leurs différences politiques,

les élites en compétition partageaient un même style de vie – des mêmes réseaux matrimoniaux aux mêmes espaces de distraction et d'éducation –, les classes sociales qui s'affrontent aujourd'hui relèvent de positions sur l'espace social matériellement et objectivement antagoniques. Leur distance géographique réelle ne fait que matérialiser et creuser leur distance politique.

C'est au Congrès, et plus fondamentalement dans la structure de la division territoriale de l'État, que ces différences s'incarnent. L'ancien bloc social dominant est aujourd'hui la force politique minoritaire et belligérante au Parlement. Les représentants historiques du vieux régime (préfets de Pando, Tarija, Cochabamba) ou ceux qui se sont formés en son sein (préfets de Santa Cruz et de Beni) se sont repliés au niveau des gouvernements départementaux, donnant lieu à une segmentation territoriale verticale différenciée des élites de l'État. En d'autres mots, le bloc de pouvoir déchu, dépourvu de projet politique global, s'est replié sur le contrôle de plusieurs gouvernements régionaux, tandis que les classes sociales mobilisées à l'échelle régionale ces huit dernières années constituent aujourd'hui le nouveau bloc de pouvoir dirigeant à l'échelle nationale.

Nous sommes donc face à un nouveau système politique, où cinq aspects sont en voie de reconfiguration : les caractéristiques de classe et culturelles du bloc de pouvoir d'État, les forces politiques du pays, les leaderships générationnels, la distribution territoriale du pouvoir d'État et, bien sûr, le système d'idées qui oriente le pouvoir d'État. Il ne s'agit donc pas tant d'une structure de pouvoir avec des acteurs relativement définissables, mais d'une structure dont les niveaux d'irradiation, d'alliances et de stabilité présentent des éléments d'incertitude, tant pour ceux qui sont au pouvoir que pour les membres de l'opposition.

Jusqu'à quand durera ce repli régional des élites conservatrices ? Leur absence de volonté de disputer le pouvoir national ? Quel est le prochain leader de l'opposition qui se construira un potentiel de projection nationale ? Branco Marinkovic ? Jorge Quiroga ? Carlos Mesa ? Et qui occupera le centre politique ? Le MNR (Mouvement nationaliste révolutionnaire) revigoré ou l'UN (Union nationale) ? Le système politique présente un ensemble de modifications internes instables. Jusqu'au bloc qui dirige aujourd'hui le processus politique présente un ensemble de tendances internes qui lui donnent de la vitalité et de la force – quelle sera l'orientation qui émergera de la

tension complexe entre étatismes (monopolisation des décisions) et communautarisme (démocratie des mouvements sociaux) ?

Il importe d'étudier plus avant ces processus de construction de blocs de pouvoir aujourd'hui en Bolivie, car, d'un point de vue sociologique, cela donne une idée de l'évolution des rapports de force et, étant donné qu'il s'agit de processus politiques comprimés dans le temps, cela renseigne également sur les résultats et les alliances possibles à court terme.

Mécanismes de stabilisation du pouvoir

Paradoxalement, la fermeté et la fidélité des structures de coercition de l'État (forces armées et police nationale) ont constitué un facteur important de stabilisation du nouveau bloc de pouvoir. Cela mérite une petite explication sociologique : dans la mesure où ces structures de coercition constituent le noyau fondamental de l'État, elles sont demandeuses d'un niveau de prévisibilité et de certitude minimal garantissant la pérennité de ce noyau d'État primaire. C'est sans doute pour cette raison qu'après six ans d'instabilité structurelle (2000-2006) et de fissure internes à l'intérieur du noyau coercitif (2003), les structures de coercition ont rapidement adhéré au nouveau rapport de force au sein de l'État qui a résulté de la victoire électorale tranchée de 2005 (54 % des votes du pays).

Mais ce qui a davantage contribué à cette adhésion, c'est la rapidité avec laquelle le nouveau gouvernement a donné une raison d'être aux forces armées en régime démocratique, ce qui n'avait jamais été fait avant. Depuis 1982, lors du retour des libertés démocratiques, les forces armées traversaient une crise existentielle institutionnelle liée au manque de définition de leur fonction dans une configuration démocratique. Ne servant plus de manne de recrutement pour les gouvernements, n'étant plus garantes d'une souveraineté nationale livrée par les néolibéraux aux marchés financiers internationaux, elles en étaient réduites à des jeux de manipulation politique visant à réparer les erreurs gouvernementales des élites politiques.

Éduquées et formées à la défense de la souveraineté de la patrie, à la défense de la société, ayant conquis ses lettres de noblesse dans la consolidation de l'État, les forces armées assistèrent impuissantes au reniement de la souveraineté, aux agressions systématiques contre la société et à l'affaiblissement de l'État suite aux privatisations d'entreprises qu'elles-mêmes avaient contribué

à créer (Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos – YPFB, Corporación Boliviana de Cemento, etc.).

Ainsi, quand le président Evo Morales manifeste son intention de reconstruire la présence de l'État dans l'économie et d'élargir la base des droits sociaux et qu'il implique les forces armées dans l'exécution de cette expansion étatique, cela entre en résonance avec les réalisations historiques des militaires. Cette convergence de vue va donner lieu à une coalition extraordinaire entre forces sociales indigènes-paysannes-populaires et forces armées qui, à la différence de ce qui avait été essayé quelques décennies plus tôt sous la tutelle des militaires, sera moralement et intellectuellement dirigée par les secteurs indigènes populaires.

La nationalisation des entreprises et le contrôle de l'excédent économique par l'État donnent une base matérielle à la souveraineté relative de l'État et, donc, à sa stabilisation, qui est le principe organisateur de toute force armée. Si on ajoute à cela la participation des militaires à la construction de routes et à la distribution des allocations (« Renta Dignidad » et « Bono Juancinto Pinto ») et le contrôle effectif de territoires frontaliers autrefois soumis au pouvoir des caciques et des mafias locales, on ne peut qu'en conclure à l'existence d'une stratégie d'expansion renouvelée de la présence territoriale de l'État à travers sa structure coercitive.

D'une certaine manière, on pourrait dire qu'une partie de la capacité de résistance du nouveau projet d'État aux pressions conspiratrices des forces conservatrices internes et externes est précisément le produit de cet assemblage historique entre les forces indigènes-populaires et militaires. La mesure dans laquelle le nouveau leadership politique aura la capacité de convertir cette adhésion initiale en une cohésion structurelle dépendra de la vitesse à laquelle les nouveaux rôles de type « développementaliste » seront intégrés dans la doctrine et l'esprit de corps des forces armées. Ce processus doterait la nouvelle structure d'État d'un premier noyau de consolidation. Les expériences historiques montrent cependant que les niveaux de coercition et de fidélité peuvent présenter des fissures dans les moments de forte tension dans les rapports de force. Il ne faut pas oublier l'expérience chilienne sous Salvador Allende.

Un deuxième moment de consolidation du contrôle de l'État en crise est, sans aucun doute, l'exercice du pouvoir exécutif, et en particulier l'utilisation de l'instrument de l'investissement public. C'est

dans les effets de cet instrument qu'il est possible d'identifier les mécanismes d'influence immédiate du nouveau bloc de pouvoir sur la structure économique et sociale, et les mécanismes de construction les plus stables de la nouvelle situation économique. Quand le niveau de contrôle qu'une société a sur le revenu généré par la principale source d'exportation du pays passe de 25 à 75 %, nous sommes face à une transformation des mécanismes de contrôle et d'appropriation de l'excédent et, partant, de la structure économique du pouvoir et de la société.

C'est précisément ce qui s'est passé avec les décrets de nationalisation de 2006 et 2008 et la signature des contrats de production avec les entreprises étrangères : les revenus de l'État sont passés de près de 600 millions de dollars en 2005 à un peu plus de 1,9 milliard de dollars en 2007. Comme le secteur des hydrocarbures participe à hauteur de 20 % aux exportations nationales, nous sommes clairement face à une rétention nationale/d'État substantielle de l'excédent économique, qui modifie structurellement la relation de la société bolivienne avec le capital global. De fait, la modification du contrôle et de la propriété de l'industrie des hydrocarbures dans le pays a radicalement changé la situation économique. Pour la première fois depuis des décennies, le pays dégage un excédent, ce qui lui permet de financer l'administration et les politiques d'investissement avec ses capitaux et donc de cesser de subordonner les politiques publiques aux exigences des organismes internationaux (FMI, Banque mondiale, etc.).

À la différence de ce qui s'est passé durant toute la période néolibérale, ces dernières années, la principale source d'investissement dans le pays a été l'État. Celui-ci a doublé sa présence – passant de 550 millions de dollars en 2005, à 1,1 milliard en 2007 et à un peu plus de 1,6 milliard en 2008 –, ce qui lui permet de financer des programmes sociaux vitaux et de mener une politique expansive d'investissement productif qui contribue à créer une base industrielle minimale devant permettre une croissance économique durable.

Aujourd'hui, grâce à l'investissement public, le gaz est industrialisé (usine de LPG à Campo Grande, usine séparatrice de gaz dans le Chaco, usine thermoélectrique dans le Chapare), des activités métallurgiques liées aux mines sont relancées (Huanani, Vinto, Coro Coro, etc.), les petits producteurs dépendants du marché interne sont soutenus via l'Entreprise publique d'appui à la production

agricole (EMAPA) et des usines sont créées en vue d'approvisionner le marché national en papier, carton, etc.

L'investissement étranger, bien qu'il se soit redéployé après la chute de 2005, n'est plus la locomotive qu'il était dans les années 1998-2001 en matière d'injection de capital dans l'économie. L'État est aujourd'hui le principal « entrepreneur collectif » du pays. Sa participation à l'économie nationale est passée de 6 à 20 % entre 2005 et 2007. Ce plus grand volume d'excédent économique aux mains de l'État augmente sa capacité à déterminer les modes d'articulation du développement interne avec l'économie mondiale.

Mais cette modification de la capacité d'action du pays dans le contexte global n'aurait pas été possible sans transformation simultanée de la structure du pouvoir économique national et des blocs qui dirigent cette structure économique. On le sait, les processus de privatisation en Bolivie étaient liés à la consolidation d'un bloc de pouvoir économique dirigé par les chefs d'entreprises pétrolières et minières, les agroexportateurs et les banquiers, qui se sont employés à transférer les monopoles et les excédents publics à une poignée d'entreprises privées. L'État a donc été mutilé dans ses capacités d'accumulation productive, tandis que les secteurs ouvriers liés au marché externe ont été marginalisés. À l'inverse, la recomposition de l'*autodétermination économique de l'État* a internalisé et redirigé l'usage de l'excédent économique à l'avantage des producteurs nationaux, configurant de la sorte un nouveau bloc de pouvoir économique.

En termes de rapport de force au sein du champ économique, le pouvoir du capital étranger s'est brutalement réduit dans des domaines stratégiques (hydrocarbures, télécommunications, etc.). Dans d'autres domaines (soja, huile, etc.), il a perdu le contrôle monopolistique des prix. Par ailleurs, les secteurs du capital commercial et de services articulés au capital étranger qui faisaient partie des élites entrepreneuriales intermédiaires ne bénéficient dorénavant plus des transferts de ressources publiques, qui ont été redirigées vers les petits et moyens producteurs urbains et agricoles (Banque de développement productif – BDP – pour les petits producteurs artisanaux et industriels, EMAPA pour les crédits aux petits agriculteurs).

La nouvelle structure de pouvoir économique en voie de construction accélérée a l'État comme principal investisseur et accumulateur d'excédents économiques. Sa part dans la création de valeur ajoutée est passée de 0,6 % à 8 %, et devrait atteindre

15 % dans les années à venir. Il possède la principale entreprise productive du pays, qui contrôle le principal produit d'exportation : YPFB. Cette position privilégiée dans la production et le contrôle de l'excédent économique national lui permet de déployer une stratégie d'alliances productives avec l'immense majorité des petits et moyens producteurs de la ville et de la campagne, auxquels il transfère technologies, crédits, intrants et marchés à un rythme élevé (160 millions de dollars via la BDP et plus de 150 millions de dollars via l'EMAPA en 2007-2008).

Ce pari stratégique du renforcement de la production pour le marché interne et de l'internalisation publique de l'excédent économique généré par la vente au marché externe permet de consolider un bloc de pouvoir d'État, composé des producteurs moyens et petits et de l'État, qui contrôle près de 58 % du PIB. Il s'agit donc d'un bloc jouissant d'une base économique suffisamment large pour orienter les décisions économiques de la société.

On peut dès lors dire que suite au déclin de la force économique du bloc monopolistique de pouvoir du secteur des hydrocarbures et à la pénétration croissante de l'État au sein des activités minières et agro-industrielles qui génèrent également des portions importantes de l'excédent (1,1 milliard de dollars pour les mines et 550 millions de dollars pour l'agro-industrie en 2007), le bloc économique dirigé par l'État confère à l'alliance sociale composée de la classe « indigène-populaire » et de la classe moyenne formée administrant l'État la plus grande capacité de contrôle (non de propriété) des ressources économiques du pays. Avec les petits et moyens propriétaires-producteurs de l'industrie et de la campagne, ils détiennent la direction économique de la société contemporaine. Les premiers en tant que décideurs de l'usage de l'excédent, les autres en tant que propriétaires producteurs.

Il s'agit donc d'une situation clairement distincte de l'expérience révolutionnaire de 1952. À cette époque, l'élite dirigeante de l'État, exclusivement composée de membres des classes moyennes formées, considérait que la modernisation de l'économie était du ressort exclusif de l'État. Les réinvestissements des excédents miniers se sont donc concentrés sur l'appareil public, donnant lieu à la mise sur pied de la Corporation bolivienne de promotion (Corporación Boliviana de Fomento) et à d'autres initiatives visant la création d'un capitalisme d'État dans toutes les branches possibles autour d'un nœud unique d'accumulation. Durant sa phase de déclin (1970-

1980), la bureaucratie d'État a commencé à transférer les excédents et les actifs aux entreprises minières moyennes et à l'agro-industrie, mais à un moment où ces sphères productives étaient contrôlées par le capital externe, ce qui a entraîné la consolidation d'une bourgeoisie intermédiaire.

Aujourd'hui par contre, l'État poursuit plusieurs stratégies économiques de front : il contrôle l'excédent économique (qu'il réinvestit dans la production), il promeut l'investissement étranger (à l'intérieur d'un cadre garantissant le contrôle public des flux et des intérêts) et il soutient les processus de modernisation et d'accumulation (dans les secteurs de la petite et moyenne production urbaine et rurale). Il y a donc un déploiement simultané de plusieurs nœuds d'accumulation économique, de réinvestissement et d'expansion autour du leadership général de l'État.

Dans ce sens, la transformation des structures du pouvoir économique de la société a avancé à un rythme plus élevé que la reconfiguration des structures du pouvoir politique de l'État, en particulier des structures territoriales du pouvoir politique. La consolidation formelle d'un nouvel horizon stratégique dans l'exercice des institutions de coercition légitimes de l'État et la construction rapide d'une nouvelle structure de pouvoir économique dans la société bolivienne rencontrent cependant une série d'obstacles à l'intérieur de l'État qui ralentissent la consolidation définitive de la nouvelle configuration.

Le système judiciaire est un de ceux-ci. Toujours aux mains des anciennes forces conservatrices, il constitue la synthèse suprême de la corruption comme norme institutionnalisée et du dogmatisme néolibéral comme logique discursive, ce qui permet le maintien et la reproduction de noyaux conservateurs au sein de l'État. Mais les espaces de continuité des habitudes de la vieille bureaucratie d'État peuvent être trouvés jusqu'à l'intérieur du gouvernement. Démunie de ressources économiques pour l'investissement public suite aux processus de privatisation, l'administration publique a graduellement mis en place une infinité de procédures qui retardent et sapent la réalisation d'ouvrages publics.

Aujourd'hui, alors que l'État a le leadership de l'investissement, ces pesanteurs dont le niveau intermédiaire de la fonction publique a hérité retardent le déploiement de la nouvelle dynamique expansive du nouveau *modèle économique national productif*. De fait, toutes les décisions productivistes prises par le gouvernement actuel sont

d'initiative présidentielle et une bonne partie du travail présidentiel consiste à lutter contre les actions et les procédures des ministères visant à ne construire rien d'autre que la permanence d'une bureaucratie d'État autoréférée.

Les autres éléments qui compliquent la consolidation du nouvel État sont les routines et les schémas de transmission de connaissances du système scolaire ainsi que les stratégies matrimoniales. Pierre Bourdieu a étudié la fonction des stratégies matrimoniales dans la reproduction de l'ordre social dans les sociétés précapitalistes ou semi-capitalistes. Dans le cas de la Bolivie, les stratégies matrimoniales ont toujours joué un rôle très important dans la consolidation et l'ancrage du bloc de pouvoir dominant. On pourrait étudier l'évolution, durant le 20^e siècle, des mécanismes de reproduction des élites au moyen de stratégies différenciées de circulation des épouses et des époux entre les réseaux familiaux dominants.

Mais il est clair que ces mécanismes sont aujourd'hui rompus et qu'il est devenu difficile d'identifier les points de contact entre l'ancienne et la nouvelle élite, car elles appartiennent à deux mondes n'ayant pas de liens de communication fluides entre eux. Une période de deux ans et demi, c'est court pour voir s'instituer des stratégies matrimoniales de reproduction de la nouvelle élite et des nouvelles classes au pouvoir.

Le troisième élément permettant d'identifier les mécanismes de stabilisation du pouvoir en temps de crise est le sens commun de l'époque, les « idées-forces » qui imprègnent l'action de la population au quotidien. Bon an mal an, les thèmes de la décolonisation, du pluralisme culturel, du secteur productif public, de la démocratisation sociale de la politique et de la déconcentration territoriale du pouvoir se sont ancrés dans le champ politique national, malgré l'hostilité de l'opinion conservatrice diffusée en continu par les moyens de communication de masse aux mains des anciennes classes dominantes. Nous sommes donc face à une victoire symbolique des forces du changement, qui témoigne du leadership moral et intellectuel des forces socio-économiques émergentes.

Il n'est aujourd'hui plus possible de faire de la politique sans se positionner sur ces questions structurantes. Le champ politique n'est plus polarisé par des thèmes, mais par des manières de traiter ces thèmes : les positions vont de la pluriculturalité sous sa forme la plus avancée à la plurinationalité de tendance hyperconservatrice. Trois débats dominent le sens commun aujourd'hui : la diversité de

l'État, le rôle producteur de l'État et la décentralisation de l'État. Au gouvernement ou dans l'opposition, chacun est d'une manière ou d'une autre amené à se référer à ces débats, ou au moins à faire semblant de s'y intéresser.

Il faut bien sûr compter avec les secteurs radicalisés de l'opposition et avec la résurgence d'un racisme exacerbé. Nous l'avons vu à Sucre et à Santa Cruz, où une série de groupes, que certains n'hésitent pas à qualifier de fascistes dans leur idéologie et leurs méthodes, s'efforcent de construire un contre-discours hégémonique. Mais bien que la bataille pour la direction idéologique de la société sur la longue durée ne soit pas résolue, il y a une plus grande correspondance entre la transformation dans le domaine du pouvoir économique et la transformation au niveau du pouvoir symbolique. On ne peut cependant en dire autant de la lutte dans le champ politique, où le rapport de force est bloqué depuis plusieurs années sur le moment du « ballottage catastrophique ».

En résumé, la transition de l'État s'apparente à une succession d'impulsions et de réactions en chaîne qui affectent les structures du pouvoir économique (comme la propriété et le contrôle de l'excédent), le rapport de force politique (comme la représentation parlementaire, la mobilisation sociale, le leadership) et le rapport de force symbolique (les représentations de la vie en société). La transition de l'État renvoie non seulement à la construction d'un nouveau rapport de force ou à l'ascension d'un nouveau bloc dans le contrôle de la prise de décision politico-économique du pays, mais aussi à la persistance et la continuité d'anciennes pratiques et d'anciens noyaux de pouvoir internes qui reproduisent certaines dimensions de l'ancien État en cherchant à le reconstruire de l'intérieur.

De même, la transition de l'État renvoie à l'émergence de centres de décision qui concentrent l'initiative et la vigueur du nouvel ordre (investissement public, socialisation de la notion de production publique) comme au maintien de nœuds de résistance conservateurs qui luttent pour le rétablissement de l'ordre ancien. Et à l'intérieur de cette lutte en devenir, il est clair que la nouvelle structure de l'État a pu avancer plus rapidement dans la construction d'un nouveau bloc de pouvoir économique et dans la formation d'un noyau discursif symbolique. Par contre, l'architecture du système politique reste l'objet d'une lutte intense pour la définition de ses hiérarchies, de son leadership, de ses alliances et de ses procédures. Dans ce sens, l'idée du ballottage catastrophique n'a plus la

pertinence qu'elle avait il y a quatre ans, parce que nous ne sommes plus face à deux projets de pouvoir dotés de capacité de mobilisation et de direction nationales. Ce qui secoue aujourd'hui le pays, c'est une confrontation entre d'une part un projet national global, d'État, et de l'autre, des résistances locales, dont les forces mobilisables et de leadership sont purement locaux. Théoriquement, il n'est pas impossible qu'à un certain moment, ces résistances locales se transforment en projet national alternatif, mais dans la situation que nous connaissons, elles visent uniquement à défendre les richesses, la propriété et le pouvoir locaux d'élites déplacées du pouvoir national qui se replie sur les régions. Il s'agit d'élites dotées d'une grande capacité de mobilisation régionale, d'un discours pro-marché timoré et confus, mais qui ne sont pas encore porteuses d'un nouveau projet d'État.

Inévitable « point de bifurcation »

Le « point de bifurcation » est un concept emprunté au professeur de physique Ilya Prigogine, qui a étudié les systèmes éloignés du point d'équilibre. Il a constaté qu'à un certain stade, ces systèmes éloignés du point d'équilibre peuvent donner naissance à un nouvel ordre dans le système. Ce point de conversion du désordre en ordre et stabilité au sein du système, Prigogine l'appelle le « point de bifurcation ». Pour revenir à notre problématique, les structures d'État en crise (« système éloigné du point d'équilibre ») se caractérisent par l'instabilité et la confrontation politique. Il s'agit d'une phase de lutte généralisée pour le pouvoir politique. Mais dans la mesure où elle ne peut vivre en permanence dans cet état de lutte généralisée, la société finit tôt ou tard par pencher pour une stabilisation du système ou la construction d'un ordre d'État qui redonne de la certitude aux structures de domination et de direction politique. Ce moment historique spécifique à partir duquel l'État se stabilise, nous le qualifions de « point de bifurcation ».

Il s'agit là d'une idée que nous travaillons depuis une vingtaine d'années pour décrire la « Marche pour la vie » des mineurs contre la politique de fermeture des mines décrétée par le gouvernement de Paz Estenssoro, un moment exceptionnel de force militaire et morale et de consolidation du régime conservateur. C'était l'effort ultime des mineurs pour reconstituer les pactes d'avril. Ils ont utilisé la mobilisation de masse et se sont vus opposer une fin de non-recevoir sous la forme d'un encerclement militaire. Il n'y eut

ni affrontement, ni morts. La supériorité militaire du gouvernement était si grande et le pouvoir de persuasion politique et moral des mineurs (qui exigeaient le respect du pacte de 1952 par un État qui avait enterré toute idée de pacte social) était si faible, qu'aucune balle ne dut être tirée pour convaincre les travailleurs de battre en retraite.

La défaite des mineurs lors de la Marche pour la vie – ils rentrèrent chez eux sans livrer bataille, acceptant leur relocalisation – marque une période de repli social. L'abdication des mineurs fut imitée par les classes moyennes, les ouvriers, les professeurs, par absolument tout le monde. C'est dans ce moment de cristallisation du rapport de force au niveau de l'État que réside le point de bifurcation.

C'est avec les mêmes acteurs, mais avec des résultats diamétralement opposés, que s'est produit le point de bifurcation qui a donné lieu à la naissance de l'État de 1952. Après sept années de crise d'État et une victoire électorale volée en 1951, l'insurrection du 9 avril 1952 fut le point de bifurcation de l'État nationaliste. La structure syndicale triomphante des milices d'ouvriers et de paysans en armes marqua l'irruption belligérante de la plèbe dans un État qui lui était étranger mais qui était prêt au compromis.

Puis vint l'État néolibéral, qui mit fin à tous compromis hormis ceux scellés entre élites politiques fermées et endogamiques. En septembre 1986 donc, les mineurs qui rentraient chez eux emportaient le cadavre de l'État de 1952, tandis que la démonstration de force militaire et politique des conservateurs imposa l'État néolibéral comme une évidence durant quatorze ans, jusqu'au mois d'avril 2000 et à la « guerre de l'eau » de Cochabamba pour être précis.

Si l'on examine les phases de construction des nouveaux États – le nationaliste, le républicain, la commune, le soviétique –, on constate que tout État passe à un moment donné par un point de bifurcation de sa structure de pouvoir. Ce point de bifurcation a plusieurs caractéristiques : tout d'abord il s'agit d'un moment de force, pas nécessairement violente, et non de dialogue, un moment où il s'agit d'exhiber crûment les forces sociales en conflit, de mesurer leurs capacités respectives et de définir le sort définitif et irréversible de chacun des adversaires.

Ensuite, le point de bifurcation est le moment où les anciennes forces assument leur défaite et se replient. Il n'y a pas d'espace

pour l'équilibre. C'est le moment où la force sociale, ou le bloc de forces, qui prend la direction du pays a face à elle une population qui accepte d'obéir, donnant lieu à un nouvel engagement moral entre gouvernants et gouvernés.

Enfin, c'est aussi un moment où la politique, pour paraphraser Foucault, est la continuation de la guerre par d'autres moyens et non l'inverse, c'est un moment où Foucault a davantage raison que Rousseau. En d'autres mots, le point de bifurcation est un moment où la situation de tous est redéfinie sur base du déploiement d'un rapport de force – forces matérielles, symboliques et économiques – sans médiation aucune.

La question que tout le monde se pose est bien sûr celle du moment où le point de bifurcation de la présente transition de l'État bolivien s'achèvera. On peut dire que nous traversons actuellement les moments les plus intenses de ce point de bifurcation, ce qui donne à penser qu'à court ou moyen terme, ou le nouvel État se consolide en ajustant le système politique à la structure économique et symbolique de la société, et le reste suivra progressivement, ou les forces du nouveau bloc dominant reculent et permettent à l'ancien bloc de se rétablir avec un nouveau visage et de nouveaux symboles mobilisateurs.

À l'origine, nous pensions qu'il était possible de construire un État à travers des mécanismes de dialogue et de compromis, et de fait nous continuons à croire en l'idée d'un point de bifurcation de nature démocratique, par approximations successives. Mais la logique de la raison et de l'histoire nous font aussi penser qu'il faudra bien arriver un jour à ce moment de confrontation des forces, à ce point de bifurcation, et nous verrons ce qu'il adviendra. Je crois que dans le cas de la Bolivie, ce moment est plus proche qu'il n'y paraît. Quelle qu'elle soit, la nature de ce point de bifurcation définira la personnalité et la qualité du nouvel État qui en sortira.

Traduction de l'espagnol : François Polet

Bibliographie

Bourdieu P. (1987), *Choses dites*, Paris, Minuit.

Bourdieu P. (2001), *Le bal des célibataires. Crise de la société paysanne en Béarn*, Paris, Le Seuil.